

Je me souviens

Franck Poupeau

Number 80, Winter 2001–2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/46059ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (print)

1923-2764 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Poupeau, F. (2001). Je me souviens. *Inter*, (80), 12–13.

Je me souviens

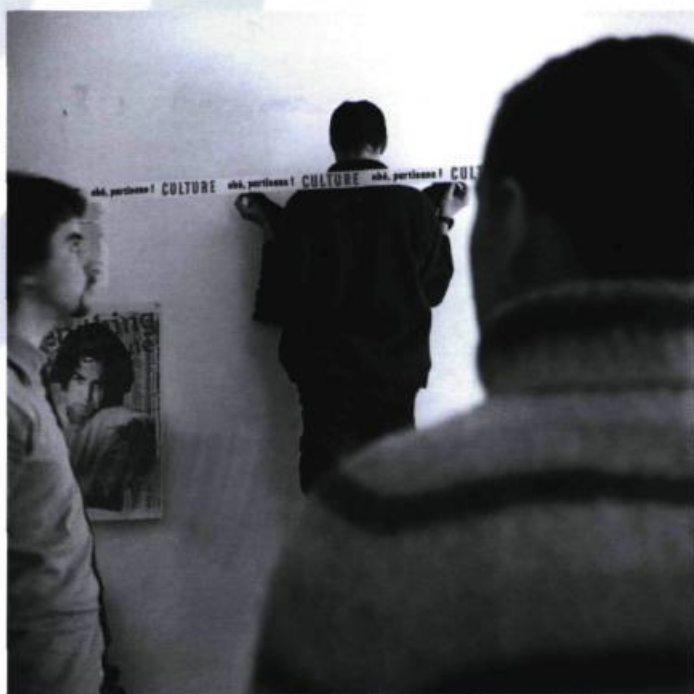
FRANCK POUPEAU

L'association Ne pas plier a emporté à Québec 232,2 kg de matériel : auto-collants, cartes postales, ruban adhésif, affiches... utilisés lors des manifestations du ZLEA, via Le Lieu, Centre en art actuel. Nous sommes partis avec des militants et des chercheurs de différentes nationalités, chercheurs allemands, anglais, belges, espagnols, français, yougoslaves qui ont pu se retrouver avec nos amis québécois autour d'activités communes et de séances de travail collectives pour préparer le Festival pour ne pas plier du mois d'octobre 2001 à Ivry. Sans parler d'autres aspects plus « conviviaux » qui ont fait que cet assemblage sympathiquement hétéroclite a sûrement permis de regarder Québec d'un autre œil...

La mascarade de Québec, métaphore du capitalisme futur
Le Sommet des Amériques a constitué une mascarade qui prêterait à rire si elle ne concernait pas les collectifs de lutte antimondialisation présents à Québec en avril 2001. Les dispositifs sécuritaires et les manifestations ont en effet constitué une sorte de métaphore caricaturale du futur que le système capitaliste nous réserve si la résistance ne trouve pas d'autres instruments de lutte.

Tout d'abord, des chefs d'État retranchés derrière un mur de sécurité et près de 7 000 policiers ou brigades antiémeutes, assistés par des hélicoptères, canons à eau et autres grenades lacrymogènes (environ 5 000 ont été tirées en deux jours). Face à cette surenchère sécuritaire (un budget multiplié par dix depuis Seattle), les collectifs antimondialisation n'ont eu à opposer que leur division et leur inefficacité : une division des cortèges en trois groupes, reconnaissables à leurs couleurs noires, jaunes et vertes, respectivement les partisans de l'action directe, peu nombreux et mal organisés (y compris trois cents du Black Block sur lesquels se sont concentrés les journalistes), les militants de la désobéissance civique et les « pacifistes ».

Le contre-sommet organisé en Basse-Ville, baptisé Sommet des peuples, n'a guère fait que rassembler la jet-set de l'antimondialisation dans des « débats » où les participants, qu'ils soient mandatés par leurs organisations ou ne représentent qu'eux-mêmes, ne rencontrent que rarement les conditions d'un véritable échange intellectuel et politique. Les défilés carnavalesques ont montré les limites des manifestations festives non seulement parce qu'ils sont passés inaperçus dans le battage médiatique sur les « émeutes »¹, mais parce qu'ils n'ont réussi à rallier ni les organisations syndicales ni la population québécoise qui a assisté, passive, au gazage massif de sa ville.



À quoi ça sert ?

On ne peut pourtant nier l'importance des rassemblements qui, de Seattle à Québec ou Gênes, permettent à des collectifs de lutte de se rencontrer et de rendre visible la résistance à la politique de « globalisation ». On peut cependant être en désaccord avec la vision enchantée qui caractérise le discours parfois triomphaliste de ses animateurs.

Tout d'abord, ces mouvements ne sont pas des mouvements de masse. Du point de vue strictement numérique, ils ne rassemblent que quelques dizaines de milliers de manifestants. Du point de vue de leur composition sociale, même si certains militants des « pays du Sud » sont présents – et apparaissent parfois comme des alibis politiques –, ces mouvements sont composés de jeunes militants à fort capital scolaire et culturel, et plus ou moins proches de partis politiques constitués, quand bien même ils se réclament de courants libertaires. Certes, le mouvement en est encore à l'état naissant et les liens avec les secteurs associatif et syndical se développent.

Mais il manque une réflexion sur les conditions sociales d'une mobilisation élargie, susceptible de transformer les moments de contestation ponctuels en mouvements sociaux. Là réside la faiblesse de la résistance à la globalisation : il ne s'agit pas seulement de s'internationaliser, mais aussi de s'installer dans la durée, par un travail politique de mobilisation qui, en d'autres temps, aurait été appelé « éducation populaire ». Ce travail de pédagogie à l'égard des populations les plus fragilisées par les effets sociaux des politiques néolibérales ne consiste pas à jouer les élites éclairées mais à travailler, avec elles, à la mise en place des conditions d'accès à l'expression des luttes politiques.

« Qu'est-ce que cela a fait, Prague, pour nous ? » a récemment demandé un militant d'un collectif de chômeurs grecs. Quels effets a produit la mascarade de Québec sur nous, citoyens européens ?



FRANÇOIS BERGERON



FRANÇOIS BERGERON

Quelles perspectives ?

Comment donc transformer moments de contestation en mouvements sociaux ? Quatre directions de travail peuvent être dégagées, aussi bien du point de vue des formes de la mobilisation que des structures organisationnelles.

Elles sont souvent déjà mises en œuvre par des collectifs de lutte, mais se trouvent rarement mises ensemble.

1) Un travail sur les formes de contestation destiné à mieux sensibiliser les groupes sociaux engagés dans la contestation, notamment les jeunes militants souvent apartides. Dans ce cadre, la dimension festive des manifestations est importante, au même titre que des formes d'action symboliques destinées à faire connaître les luttes.

2) Un travail d'expression des revendications des « sans-voix », c'est-à-dire des groupes sociaux qui, comme les chômeurs, les précaires ou les immigrés, ont sociologiquement moins de probabilités d'accès à la formulation d'une opinion politique et d'une prise de parole.

3) Un travail de diffusion, ou plus exactement de réappropriation des moyens de diffusion capables de casser le monopole des dominants sur l'information. Les initiatives récentes de maisons d'édition indépendantes ou la constitution d'agences de presse alternatives sont un premier pas vers cette reconquête.

4) Un travail d'éducation populaire destiné à favoriser la participation politique des groupes sociaux mobilisables : cela passe par une rupture avec les pratiques militantes des organisations traditionnelles, et la mise en place de structures-relais entre les organisations et les populations, comme la mise en place d'écoles syndicales, qui ne soient pas réduites à des bureaux d'étude pour intellectuels encartés. Et c'est, de ce point de vue, les structures organisationnelles qu'il faut remettre en cause.

1 Il n'y a eu en réalité que peu de dégradations de la part des manifestants : quelques poubelles incendiées et une demi-douzaine de vitrines brisées la dernière nuit, au plus fort de la répression policière. En tout cas, rien à côté des dizaines de millions de dollars dépensés pour la sécurité, ou des 5 000 grenades à 52 dollars pièce.